3°
FRC.4°23526
472
C'ek
Frc
24652

CONVENTION NATIONALE.

# RAPPORT

*Sur les principes de morale politique qui doivent guider la Convention nationale dans l'administration intérieure de la République,*

FAIT AU NOM DU COMITÉ DE SALUT PUBLIC,

Le 18 Pluviose, l'an 2 de la République,

PAR MAXIMILIEN ROBESPIERRE;

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA CONVENTION NATIONALE.

---

CITOYENS, REPRÉSENTANTS DU PEUPLE,

Nous avons exposé, il y a quelque temps, les principes de notre politique extérieure : nous venons développer aujourd'hui les principes de notre politique intérieure.

THE NEWBERRY LIBRARY

Après avoir marché long-temps au hasard, & comme emportés par le mouvement des factions contraires, les Représentants du Peuple français ont enfin montré un caractere & un gouvernement. Un changement subit dans la fortune de la Nation, annonça à l'Europe la régénération qui s'étoit opérée dans la représentation nationale. Mais jusqu'au moment même où je parle, il faut convenir que nous avons été plutôt guidés, dans des circonstances si orageuses, par l'amour du bien & par le sentiment des besoins de la Patrie, que par une théorie exacte & des regles précises de conduite, que nous n'avions pas même le loisir de tracer.

Il est temps de marquer nettement le but de la révolution, & le terme où nous voulons arriver; il est temps de nous rendre compte à nous-mêmes, & des obstacles qui nous en éloignent encore, & des moyens que nous devons adopter pour l'atteindre : idée simple & importante qui semble n'avoir jamais été apperçue. Eh ! comment un gouvernement lâche & corrompu auroit-il osé la réaliser ? Un roi, un sénat orgueilleux, un César, un Cromwell, doivent avant tout couvrir leurs projets d'un voile religieux, transiger avec tous les vices, caresser tous les partis, écraser celui des gens de bien, opprimer ou tromper le peuple, pour arriver au but de leur perfide ambition. Si nous n'avions pas eu une plus grande tâche à remplir, s'il ne s'agissoit ici que des intérêts d'une faction ou d'une aristocratie nouvelle, nous aurions pu croire, comme certains écrivains plus ignorants encore que pervers, que le plan de la révolution française étoit écrit en toutes lettres dans les livres

de Tacite & de Machiavel, & chercher les devoirs des Repréſentants du Peuple dans l'hiſtoire d'Auguſte, de Tibere ou de Veſpaſien, ou même dans celle de certains légiſlateurs français ; car, à quelques nuances près de perfidie ou de cruauté, tous les tyrans ſe reſſemblent.

Pour nous, nous venons aujourd'hui mettre l'univers dans la confidence de vos ſecrets politiques, afin que tous les amis de la patrie puiſſent ſe rallier à la voix de la raiſon & de l'intérêt public ; afin que la nation françaiſe & ſes Repréſentants ſoient reſpectés dans tous les pays de l'univers où la connoiſſance de leurs véritables principes pourra parvenir ; afin que les intrigants qui cherchent toujours à remplacer d'autres intrigants, ſoient jugés par l'opinion publique, ſur des regles sûres & faciles.

Il faut prendre de loin ſes précautions pour remettre les deſtinées de la liberté dans les mains de la vérité qui eſt éternelle, plus que dans celle des hommes qui paſſent, de maniere que ſi le gouvernement oublie les intérêts du peuple, ou qu'il retombe entre les mains des hommes corrompus, ſelon le cours naturel des choſes, la lumiere des principes reconnus éclaire ſes trahiſons, & que toute faction nouvelle trouve la mort dans la ſeule penſée du crime.

Heureux le peuple qui peut arriver à ce point ! car, quelques nouveaux outrages qu'on lui prépare, quelles reſſources ne préſente pas un ordre de choſes où la raiſon publique eſt la garantie de la liberté !

Quel eſt le but où nous tendons ? la jouiſſance paiſible de la liberté & de l'égalité ; le regne de cette juſtice éternelle, dont les loix ont été gravées, non ſur le marbre & ſur la pierre, mais dans les cœurs de tous les hommes, même dans celui de l'eſclave qui les oublie, & du tyran qui les nie.

Nous voulons un ordre de choſes où toutes les paſſions baſſes & cruelles ſoient enchaînées, toutes les paſſions bienfaiſantes & généreuſes éveillées par les loix ; où l'ambition ſoit le deſir de mériter la gloire & de ſervir la patrie ; où les diſtinctions ne naiſſent que de l'égalité même ; où le citoyen ſoit ſoumis au magiſtrat, le magiſtrat au peuple, & le peuple à la juſtice ; où la patrie aſſure le bien-être de chaque individu, & où chaque individu jouiſſe avec orgueil de la proſpérité & de la gloire de la patrie ; où toutes les ames s'agrandiſſent par la communication continuelle des ſentiments républicains, & par le beſoin de mériter l'eſtime d'un grand peuple ; où les arts ſoient les décorations de la liberté qui les ennoblit, le commerce la ſource de la richeſſe publique, & non-ſeulement de l'opulence monſtrueuſe de quelques maiſons.

Nous voulons ſubſtituer dans notre pays la morale à l'égoïſme, la probité à l'honneur, les principes aux uſages, les devoirs aux bienſéances, l'empire de la raiſon à la tyrannie de la mode, le mépris du vice au mépris du malheur, la fierté à l'inſolence, la grandeur d'ame à la vanité, l'amour de la gloire à l'amour de l'argent, les bonnes gens à la bonne compagnie, le mérite à l'intrigue, le génie au bel eſprit, la vérité à l'éclat, le charme du bonheur aux en-

nuis de la volupté, la grandeur de l'homme à la petiteſſe des grands, un peuple magnanime, puiſſant, heureux, à un peuple aimable, frivole & miſérable, c'eſt-à-dire, toutes les vertus & tous les miracles de la république, à tous les vices & à tous les ridicules de la monarchie.

Nous voulons, en un mot, remplir les vœux de la nature, accomplir les deſtins de l'humanité, tenir les promeſſes de la philoſophie, abſoudre la providence du long regne du crime & de la tyrannie. Que la France, jadis illuſtre parmi les pays eſclaves, éclipſant la gloire de tous les peuples libres qui ont exiſté, devienne le modele des nations; l'effroi des oppreſſeurs, la conſolation des opprimés, l'ornement de l'univers, & qu'en ſcellant notre ouvrage de notre ſang, nous puiſſions voir au moins briller l'aurore de la félicité univerſelle.... Voilà notre ambition, voilà notre but.

Quelle nature de gouvernement peut réaliſer ces prodiges ? Le ſeul gouvernement démocratique ou républicain : ces deux mots ſont ſynonymes, malgré les abus du langage vulgaire; car l'ariſtocratie n'eſt pas plus la république que la monarchie. La démocratie n'eſt pas un état où le peuple, continuellement aſſemblé, regle par lui-même toutes les affaires publiques, encore moins celui où cent mille fractions du peuple, par des meſures iſolées, précipitées & contradictoires, décideroient du ſort de la ſociété entiere : un tel gouvernement n'a jamais exiſté, & il ne pourroit exiſter que pour ramener le peuple au deſpotiſme.

La démocratie eſt un état où le peuple ſou-

verain, guidé par des loix qui ſont ſon ouvrage, fait par lui-même tout ce qu'il peut bien faire, & par des délégués tout ce qu'il ne peut faire lui-même.

C'eſt donc dans les principes du gouvernement démocratique que vous devez chercher les regles de votre conduite politique.

Mais, pour fonder & pour conſolider parmi nous la démocratie, pour arriver au regne paiſible des loix conſtitutionnelles, il faut terminer la guerre de la liberté contre la tyrannie, & traverſer heureuſement les orages de la révolution : tel eſt le but du ſyſtême révolutionnaire que vous avez régulariſé. Vous devez donc encore régler votre conduite ſur les circonſtances orageuſes où ſe trouve la république ; & le plan de votre adminiſtration doit être le réſultat de l'eſprit du gouvernement révolutionnaire, combiné avec les principes généraux de la démocratie.

Or, quel eſt le principe fondamental du gouvernement démocratique ou populaire, c'eſt-à-dire, le reſſort eſſentiel qui le ſoutient & qui le fait mouvoir ? C'eſt la vertu ; je parle de la vertu publique qui opéra tant de prodiges dans la Grece & dans Rome, & qui doit en produire de bien plus étonnants dans la France républicaine ; de cette vertu qui n'eſt autre choſe que l'amour de la patrie & de ſes loix.

Mais comme l'eſſence de la république ou de la démocratie eſt l'égalité, il s'enſuit que l'amour de la patrie embraſſe néceſſairement l'amour de l'égalité.

Il eſt vrai encore que ce ſentiment ſublime ſuppoſe la préférence de l'intérêt public à tous les intérêts particuliers ; d'où il réſulte que l'amour de la patrie ſuppoſe encore ou produit toutes les vertus : car que ſont-elles autre choſe que la force de l'ame qui rend capable de ces ſacrifices ? & comment l'eſclave de l'avarice ou de l'ambition, par exemple, pourroit-il immoler ſon idole à la patrie ?

Non-ſeulement la vertu eſt l'ame de la démocratie ; mais elle ne peut exiſter que dans ce gouvernement. Dans la monarchie, je ne connois qu'un individu qui peut aimer la patrie, & qui, pour cela, n'a pas même beſoin de vertu ; c'eſt le monarque. La raiſon en eſt que de tous les habitants de ſes états, le monarque eſt le ſeul qui ait une patrie. N'eſt-il pas le ſouverain, au moins de fait ? n'eſt-il pas à la place du peuple ? Et qu'eſt-ce que la patrie, ſi ce n'eſt le pays où l'on eſt citoyen & membre du ſouverain ?

Par une conſéquence du même principe, dans les états ariſtocratiques, le mot *patrie* ne ſignifie quelque choſe que pour les familles patriciennes qui ont envahi la ſouveraineté.

Il n'eſt que la démocratie où l'état eſt véritablement la patrie de tous les individus qui le compoſent, & peut compter autant de défenſeurs intéreſſés à ſa cauſe qu'il renferme de citoyens. Voilà la ſource de la ſupériorité des peuples libres ſur tous les autres. Si Athenes & Sparte ont triomphé des tyrans de l'Aſie, & les Suiſſes, des tyrans de l'Eſpagne & de l'Autriche, il n'en faut point chercher d'autre cauſe.

Mais les Français ſont le premier peuple du monde qui ait établi la véritable démocratie, en appellant tous les hommes à l'égalité, & à la plénitude des droits du citoyen; & c'eſt là, à mon avis, la véritable raiſon pour laquelle tous les tyrans ligués contre la République ſeront vaincus.

Il eſt dès ce moment de grandes conſéquences à tirer des principes que nous venons d'expoſer.

Puiſque l'ame de la République eſt la vertu, l'égalité, & que votre but eſt de fonder, de conſolider la République; il s'enſuit que la premiere regle de votre conduite politique doit être de rapporter toutes vos opérations au maintien de l'égalité & au développement de la vertu; car le premier ſoin du légiſlateur doit être de fortifier le principe du gouvernement. Ainſi tout ce qui tend à exciter l'amour de la patrie, à purifier les mœurs, à élever les ames, à diriger les paſſions du cœur humain vers l'intérêt public, doit être adopté ou établi par vous. Tout ce qui tend à les concentrer dans l'abjection du moi perſonnel, à réveiller l'engouement pour les petites choſes & le mépris des grandes, doit être rejeté ou réprimé par vous. Dans le ſyſtême de la révolution françaiſe, ce qui eſt immoral eſt impolitique, ce qui eſt corrupteur eſt contre-révolutionnaire. La foibleſſe, les vices, les préjugés, ſont le chemin de la royauté. Entraînés trop ſouvent peut-être par le poids de nos anciennes habitudes, autant que par la pente inſenſible de la foibleſſe humaine, vers les idées fauſſes & vers les ſentiments puſillanimes, nous avons bien moins à nous défendre des excès

d'énergie que des excès de foibleſſe. Le plus grand écueil peut-être que nous ayons à éviter n'eſt pas la ferveur du zele, mais plutôt la laſſitude du bien, & la peur de notre propre courage. Remontez donc ſans ceſſe le reſſort ſacré du gouvernement républicain, au lieu de le laiſſer tomber. Je n'ai pas beſoin de dire que je ne veux ici juſtifier aucun excès. On abuſe des principes les plus ſacrés ; c'eſt à la ſageſſe du gouvernement à conſulter les circonſtances, à ſaiſir les moments, à choiſir les moyens ; car la maniere de préparer les grandes choſes eſt une partie eſſentielle du talent de les faire, comme la ſageſſe eſt elle-même une partie de la vertu.

Nous ne prétendons pas jeter la République Françaiſe dans le moule de celle de Sparte ; nous ne voulons lui donner ni l'auſtérité, ni la corruption des cloîtres. Nous venons de vous préſenter, dans toute ſa pureté, le principe moral & politique du gouvernement populaire. Vous avez donc une bouſſole qui peut vous diriger au milieu des orages de toutes les paſſions, & du tourbillon des intrigues qui vous environnent. Vous avez la pierre de touche par laquelle vous pouvez eſſayer toutes vos loix, toutes les propoſitions qui vous ſont faites. En les comparant ſans ceſſe avec ce principe, vous pouvez déſormais éviter l'écueil ordinaire des grandes aſſemblées ; le danger des ſurpriſes, & des meſures précipitées, incohérentes & contradictoires. Vous pourrez donner à toutes vos opérations l'enſemble, l'unité, la ſageſſe & la dignité qui doivent annoncer les repréſentants du premier peuple du monde.

Ce ne ſont pas les conſéquences faciles du principe de la démocratie qu'il faut détailler, c'eſt ce principe ſimple & fécond qui mérite d'être lui-même développé.

La vertu républicaine peut être conſidérée par rapport au peuple, & par rapport au gouvernement : elle eſt néceſſaire dans l'un & dans l'autre. Quand le gouvernement ſeul en eſt privé, il reſte une reſſource dans celle du peuple ; mais, quand le peuple lui-même eſt corrompu, la liberté eſt déja perdue.

Heureuſement la vertu eſt naturelle au peuple, en dépit des préjugés ariſtocratiques. Une nation eſt vraiment corrompue, lorſqu'après avoir perdu, par degrés, ſon caractere & ſa liberté, elle paſſe de la démocratie à l'ariſtocratie ou à la monarchie ; c'eſt la mort du corps politique, par la décrépitude. Lorſqu'après quatre cents ans de gloire, l'avarice a enfin chaſſé de Sparte les mœurs avec les loix de Lycurgue, Agis meurt en vain pour les rappeller ! Démoſthenes a beau tonner contre Philippe, Philippe trouve dans les vices d'Athenes dégénérée des avocats plus éloquents que Démoſthenes. Il y a bien encore, dans Athenes, une population auſſi nombreuſe que du temps de Miltiade & d'Ariſtide ; mais il n'y a plus d'Athéniens. Qu'importe que Brutus ait tué le tyran ? la tyrannie vit encore dans les cœurs, & Rome n'exiſte plus que dans Brutus.

Mais, lorſque, par des efforts prodigieux de courage & de raiſon, un peuple briſe les chaînes du deſpotiſme, pour en faire des trophées à la liberté ; lorſque par la force de ſon tempéra-

ment moral, il ſort, en quelque ſorte, des bras de la mort pour reprendre toute la vigueur de la jeuneſſe ; lorſque, tour-à-tour ſenſible & fier, intrépide & docile, il ne peut être arrêté ni par les remparts inexpugnables, ni par les armées innombrables des tyrans armés contre lui, & qu'il s'arrête lui-même devant l'image de la loi ; s'il ne s'élance pas rapidement à la hauteur de ſes deſtinées, ce ne pourroit être que la faute de ceux qui le gouvernent.

D'ailleurs on peut dire, en un ſens, que pour aimer la juſtice & l'égalité, le peuple n'a pas beſoin d'une grande vertu ; il lui ſuffit de s'aimer lui-même.

Mais le magiſtrat eſt obligé d'immoler ſon intérêt à l'intérêt du peuple, & l'orgueil du pouvoir à l'égalité. Il faut que la loi parle ſur-tout avec empire à celui qui en eſt l'organe. Il faut que le gouvernement peſe ſur lui-même, pour tenir toutes ſes parties en harmonie avec elle. S'il exiſte un corps repréſentatif, une autorité premiere, conſtituée par le peuple, c'eſt à elle de ſurveiller & de réprimer ſans ceſſe tous les fonctionnaires publics. Mais qui la réprimera elle-même, ſinon ſa propre vertu ? Plus cette ſource de l'ordre public eſt élevée, plus elle doit être pure ; il faut donc que le corps repréſentatif commence par ſoumettre dans ſon ſein toutes les paſſions privées à la paſſion générale du bien public. Heureux les repréſentants, lorſque leur gloire & leur intérêt même les attachent, autant que leurs devoirs, à la cauſe de la liberté ?

Déduiſons de tout ceci une grande vérité ; c'eſt que le caractere du gouvernement populaire eſt

d'être confiant dans le peuple, & ſévere envers lui-même.

Ici ſe borneroit tout le développement de notre théorie, ſi vous n'aviez qu'à gouverner dans le calme le vaiſſeau de la République ; mais la tempête gronde ; & l'état de révolution où vous êtes vous impoſe une autre tâche.

Cette grande pureté des baſes de la révolution françaiſe, la ſublimité même de ſon objet eſt préciſément ce qui fait notre force & notre foibleſſe ; notre force, parce qu'il nous donne l'aſcendant de la vérité ſur l'impoſture, & les droits de l'intérêt public ſur les intérêts privés ; notre foibleſſe, parce qu'il rallie contre nous tous les hommes vicieux, tous ceux qui dans leurs cœurs méditoient de dépouiller le peuple, & tous ceux qui veulent l'avoir dépouillé impunément, & ceux qui ont repouſſé la liberté comme une calamité perſonnelle, & ceux qui ont embraſſé la révolution comme un métier & la République comme une proie ; de-là la détection de tant d'hommes ambitieux ou cupides, qui, depuis le point du départ, nous ont abandonnés ſur la route, parce qu'ils n'avoient pas commencé le voyage pour arriver au même but. On diroit que les deux génies contraires que l'on a repréſentés, ſe diſputant l'empire de la nature, combattent dans cette grande époque de l'hiſtoire humaine, pour fixer ſans retour les deſtinées du monde, & que la France eſt le théâtre de cette lutte redoutable. Au dehors tous les tyrans vous cernent ; au dedans tous les amis de la tyrannie conſpirent : ils conſpireront juſqu'à ce que l'eſpérance ait été ravie au crime. Il faut étouffer les ennemis intérieurs & extérieurs de la République,

ou périr avec elle ; or, dans cette ſituation, la premiere maxime de votre politique doit être qu'on conduit le peuple par la raiſon, & les ennemis du peuple par la terreur.

Si le reſſort du gouvernement populaire dans la paix eſt la vertu, le reſſort du gouvernement populaire en révolution eſt à-la-fois *la vertu & la terreur :* la vertu, ſans laquelle la terreur eſt funeſte ; la terreur, ſans laquelle la vertu eſt impuiſſante. La terreur n'eſt autre choſe que la juſtice prompte, ſévere, inflexible ; elle eſt donc une émanation de la vertu ; elle eſt moins un principe particulier, qu'une conſéquence du principe général de la démocratie, appliqué aux plus preſſants beſoins de la patrie.

On a dit que la terreur étoit le reſſort du gouvernement deſpotique. Le vôtre reſſemble-t-il donc au deſpotiſme ? Oui, comme le glaive qui brille dans les mains des héros de la liberté, reſſemble à celui dont les ſatellites de la tyrannie ſont armés. Que le deſpote gouverne par la terreur ſes ſujets abrutis ; il a raiſon, comme deſpote : domptez par la terreur les ennemis de la liberté ; & vous aurez raiſon, comme fondateurs de la République. Le gouvernement de la révolution eſt le deſpotiſme de la liberté contre la tyrannie. La force n'eſt-elle faite que pour protéger le crime ? & n'eſt-ce pas pour frapper les têtes orgueilleuſes que la foudre eſt deſtinée ?

La nature impoſe à tout être phyſique & moral la loi de pourvoir à ſa conſervation ; le crime égorge l'innocence pour régner, & l'innocence ſe débat de toutes ſes forces dans les mains du crime.

Que la tyrannie regne un ſeul jour, le lendemain il ne reſtera plus un patriote. Juſqu'à quand la fureur des deſpotes ſera-t-elle appellée juſtice, & la juſtice du peuple, barbarie ou rebellion ? Comme on eſt tendre pour les oppreſſeurs, & inexorable pour les opprimés ! Rien de plus naturel : quiconque ne hait point le crime, ne peut aimer la vertu.

Il faut cependant que l'un ou l'autre ſuccombe. Indulgence pour les royaliſtes, s'écrient certaines gens ! Grace pour les ſcélérats ! Non : grace pour l'innocence, grace pour les foibles, grace pour les malheureux, grace pour l'humanité !

La protection ſociale n'eſt due qu'aux citoyens paiſibles ; il n'y a de citoyens dans la République que les républicains. Les royaliſtes, les conſpirateurs ne ſont, pour elle, que des étrangers, ou plutôt des ennemis. Cette guerre terrible que ſoutient la liberté contre la tyrannie, n'eſt-elle pas indiviſible ? les ennemis du dedans ne ſont-ils pas les alliés des ennemis du dehors ? les aſſaſſins qui déchirent la patrie dans l'intérieur ; les intrigants qui achetent les conſciences des mandataires du peuple ; les traîtres qui les vendent ; les libelliſtes mercenaires ſoudoyés pour déshonorer la cauſe du peuple, pour tuer la vertu publique, pour attiſer le feu des diſcordes civiles, & pour préparer la contre-révolution politique par la contre-révolution morale ; tous ces gens-là ſont-ils moins coupables ou moins dangereux que les tyrans qu'ils ſervent ? Tous ceux qui interpoſent leur douceur parricide entre ces ſcélérats & le glaive vengeur de la juſtice nationale, reſſemblent à ceux qui ſe jetteroient entre les ſatellites des tyrans & les baïonnettes de nos ſoldats ; tous les élans de leur fauſſe ſenſibilité

ne me paroiſſent que des ſoupirs échappés vers l'Angleterre & vers l'Autriche.

Eh ! pour qui donc s'attendriroient-ils ? ſeroit-ce pour deux cents mille héros, l'élite de la nation, moiſſonnés par le fer des ennemis de la liberté, ou par les poignards des aſſaſſins royaux ou fédéraliſtes ? Non, ce n'étoient que des plébeïens, des patriotes; pour avoir droit à leur tendre intérêt, il faut être au moins la veuve d'un général qui a trahi vingt fois la patrie ; pour obtenir leur indulgence, il faut preſque prouver qu'on a fait immoler dix mille Français, comme un général romain, pour obtenir le triomphe, devoit avoir tué, je crois, dix mille ennemis. On entend de ſang-froid le récit des horreurs commiſes par les tyrans contre les défenſeurs de la liberté ; nos femmes horriblement mutilées ; nos enfants maſſacrés ſur le ſein de leurs meres ; nos priſonniers expiant dans d'horribles tourments leur héroïſme touchant & ſublime : on appelle une horrible boucherie la punition trop lente de quelques monſtres engraiſſés du plus pur ſang de la patrie.

On ſouffre, avec patience, la miſere des citoyennes généreuſes qui ont ſacrifié à la plus belle des cauſes leurs freres, leurs enfants, leurs époux : mais on prodigue les plus généreuſes conſolations aux femmes des conſpirateurs ; il eſt reçu qu'elles peuvent impunément ſéduire la juſtice, plaider contre la liberté la cauſe de leurs proches & de leurs complices ; on en a fait preſqu'une corporation privilégiée, créanciere & penſionnaire du peuple.

Avec quelle bonhomie nous ſommes encore la

dupe des mots ! Comme l'ariſtocratie & le modérantiſme nous gouvernent encore par les maximes meurtrieres qu'ils nous ont données !

L'ariſtocratie ſe défend mieux par ſes intrigues que le patriotiſme par ſes ſervices. On veut gouverner les révolutions par les arguties du palais ; on traite les conſpirations contre la République comme les procès des particuliers. La tyrannie tue, & la liberté plaide ; & le code fait par les conſpirateurs eux-mêmes, eſt la loi par laquelle on les juge.

Quand il s'agit du ſalut de la patrie, le témoignage de l'univers ne peut ſuppléer à la preuve teſtimoniale, ni l'évidence même à la preuve littérale.

La lenteur des jugements équivaut à l'impunité ; l'incertitude de la peine encourage tous les coupables ; & cependant on ſe plaint de la ſévérité de la juſtice ; on ſe plaint de la détention des ennemis de la République. On cherche ſes exemples dans l'hiſtoire des tyrans, parce qu'on ne veut pas les choiſir dans celle des peuples, ni les puiſer, dans le génie de la liberté menacée. A Rome, quand le conſul découvrit la conjuration, & l'étouffa au même inſtant par la mort des complices de Catilina, il fut accuſé d'avoir violé les formes, par qui ? par l'ambitieux Céſar, qui vouloit groſſir ſon parti de la horde des conjurés, par les Piſon, les Clodius, & tous les mauvais citoyens qui redoutoient pour eux-mêmes la vertu d'un vrai Romain & la ſévérité des loix.

Punir les oppreſſeurs de l'humanité, c'eſt clémence : leur pardonner, c'eſt barbarie. La rigueur des tyrans n'a pour principe que la rigueur : celle du

gouvernement républicain part de la bienfaiſance.

Auſſi, malheur à celui qui oſeroit diriger vers le peuple la terreur qui ne doit approcher que de ſes ennemis ! Malheur à celui qui, confondant les erreurs inévitables du civiſme avec les erreurs calculées de la perfidie, ou avec les attentats des conſpirateurs, abandonne l'intrigant dangereux, pour pourſuivre le citoyen paiſible ! Périſſe le ſcélérat qui oſe abuſer du nom ſacré de la liberté, ou des armes redoutables qu'elle lui a confiées, pour porter le deuil ou la mort dans le cœur des patriotes ! Cet abus a exiſté, on ne peut en douter. Il a été exagéré, ſans doute, par l'ariſtocratie : mais n'exiſta-t-il dans toute la République, qu'un ſeul homme vertueux perſécuté par les ennemis de la liberté, le devoir du gouvernement ſeroit de le rechercher avec inquiétude, & de le venger avec éclat.

Mais faut-il conclure de ces perſécutions ſuſcitées aux patriotes par le zele hypocrite des contre-révolutionnaires, qu'il faut rendre la liberté aux contre-révolutionnaires, & renoncer à la ſévérité ? Ces nouveaux crimes de l'ariſtocratie ne ſont qu'en démontrer la néceſſité. Que prouve l'audace de nos ennemis, ſinon la foibleſſe avec laquelle ils ont été pourſuivis ? Elle eſt due, en grande partie, à la doctrine relâchée qu'on a prêchée dans ces derniers temps, pour les raſſurer. Si vous pouviez écouter ces conſeils, vos ennemis parviendroient à leur but, & recevroient de vos propres mains le prix du dernier de leurs forfaits.

Qu'il y auroit de légéreté à regarder quelques

victoires remportées par le patriotiſme, comme la fin de tous nos dangers. Jettez un coup-d'œil ſur notre véritable ſituation : vous ſentirez que la vigilance & l'énergie vous ſont plus néceſſaires que jamais. Une ſourde malveillance contrarie par-tout les opérations du gouvernement : la fatale influence des cours étrangeres, pour être plus cachée, n'en eſt ni moins active, ni moins funeſte. On ſent que le crime intimidé n'a fait que couvrir ſa marche avec plus d'adreſſe.

Les ennemis intérieurs du peuple français ſe ſont diviſés en deux factions, comme en deux corps d'armée. Elles marchent ſous des bannieres de différentes couleurs & par des routes diverſes : mais elles marchent au même but ; ce but eſt la déſorganiſation du gouvernement populaire, la ruine de la Convention, c'eſt-à-dire, le triomphe de la tyrannie. L'une de ces deux factions nous pouſſe à la foibleſſe, l'autre aux excès. L'une veut changer la liberté en bacchante, l'autre en proſtituée.

Des intrigants ſubalternes, ſouvent même de bons citoyens abuſés, ſe rangent de l'un ou de l'autre parti : mais les chefs appartiennent à la cauſe des rois ou de l'ariſtocratie, & ſe réuniſſent toujours contre les patriotes. Les frippons, lors même qu'ils ſe font la guerre, ſe haïſſent bien moins qu'ils ne déteſtent les gens de bien. La patrie eſt leur proye ; ils ſe battent pour la partager : mais ils ſe liguent contre ceux qui la défendent.

On a donné aux uns le nom de modérés ; il y a peut-être plus d'eſprit que de juſteſſe dans la

dénomination d'*ultra - révolutionnaire*, par laquelle on a désigné les autres. Cette dénomination, qui ne peut s'appliquer dans aucun cas aux hommes de bonne foi que le zele & l'ignorance peuvent emporter au-delà de la saine politique de la révolution, ne caractérise pas exactement les hommes perfides que la tyrannie soudoye pour compromettre, par des applications fausses ou funestes, les principes sacrés de notre révolution.

Le faux révolutionnaire est peut-être plus souvent encore en-deçà qu'au-delà de la révolution : il est modéré, il est fou de patriotisme, selon les circonstances. On arrête dans les comités prussiens, anglois, autrichiens, moscovites même, ce qu'il pensera le lendemain. Il s'oppose aux mesures énergiques, & les exagere quand il n'a pu les empêcher : sévere pour l'innocence, mais indulgent pour le crime : accusant même les coupables qui ne sont point assez riches pour acheter son silence, ni assez importants pour mériter son zele ; mais se gardant bien de jamais se compromettre au point de défendre la vertu calomniée : découvrant quelquefois des complots découverts, arrachant le masque à des traîtres démasqués & même décapités ; mais prônant les traîtres vivants & encore accrédités : toujours empressé à caresser l'opinion du moment, & non moins attentif à ne jamais l'éclairer, & sur-tout à ne jamais la heurter : toujours prêt à adopter les mesures hardies, pourvu qu'elles aient beaucoup d'inconvénients : calomniant celles qui ne présentent que des avantages, ou bien y ajoutant tous les amendements qui peuvent les rendre nuisibles : disant la vérité avec économie, & tout

autant qu'il le faut pour acquérir le droit de mentir impunément : diſtillant le bien goutte à goutte, & verſant le mal par torrents : plein de feu pour les grandes réſolutions qui ne ſignifient rien ; plus qu'indifférent pour celles qui peuvent honorer la cauſe du peuple & ſauver la patrie : donnant beaucoup aux formes du patriotiſme ; très-attaché, comme les dévots dont il ſe declare l'ennemi, aux pratiques extérieures, il aimeroit mieux uſer cent bonnets rouges que de faire une bonne action.

Quelle différence trouvez-vous entre ces gens-là & vos modérés ? ce ſont des ſerviteurs employés par le même maître, ou, ſi vous voulez, des complices qui feignent de ſe brouiller pour mieux cacher leurs crimes. Jugez-les, non par la différence du langage, mais par l'identité des réſultats. Celui qui attaque la Convention nationale par des diſcours inſenſés, & celui qui la trompe pour la compromettre, ne ſont-ils pas d'accord ? Celui qui, par d'injuſtes rigueurs, force le patriotiſme à trembler pour lui-même, invoque l'amniſtie en faveur de l'ariſtocratie & de la trahiſon. Tel appelloit la France à la conquête du monde, qui n'avoit d'autre but que d'appeller les tyrans à la conquête de la France. L'étranger hypocrite qui, depuis cinq années, proclame Paris la capitale du globe, ne faiſoit que traduire, dans un autre jargon, les anathêmes des vils fédéraliſtes qui vouoient Paris à la deſtruction. Prêcher l'athéiſme n'eſt qu'une maniere d'abſoudre la ſuperſtition & d'accuſer la philoſophie ; & la guerre déclarée à la divinité, n'eſt qu'une diverſion en faveur de la royauté.

Quelle autre méthode reſte-t-il de combattre la liberté ?

Ira-t-on, à l'exemple des premiers champions de l'ariſtocratie, vanter les douceurs de la ſervitude & les bienfaits de la monarchie, le génie ſurnaturel & les vertus incomparables des rois ?

Ira-t-on proclamer la vanité des droits de l'homme & des principes de la juſtice éternelle ?

Ira-t-on exhumer la nobleſſe & le clergé, ou réclamer les droits impreſcriptibles de la haute bourgeoiſie à leur double ſucceſſion ?

Non. Il eſt bien plus commode de prendre le maſque du patriotiſme pour défigurer, par d'inſolentes parodies, le drame ſublime de la révolution, pour compromettre la cauſe de la liberté par une modération hypocrite, ou par des extravagances étudiées.

Auſſi l'ariſtocratie ſe conſtitue en ſociétés populaires ; l'orgueil contre-révolutionnaire cache, ſous des haillons, ſes complots & ſes poignards ; le fanatiſme briſe ſes propres autels ; le royaliſme chante les victoires de la République ; la nobleſſe, accablée de ſouvenirs, embraſſe tendrement l'égalité pour l'étouffer ; la tyrannie, teinte du ſang des défenſeurs de la liberté, répand des fleurs ſur leur tombeau. Si tous les cœurs ne ſont pas changés, combien de viſages ſont maſqués ! combien de traîtres ne ſe mêlent de nos affaires que pour les ruiner !

Voulez-vous les mettre à l'épreuve, demandez-leur, au lieu de ſerment & de déclamation, des ſervices réels ?

Faut-il agir ? Ils pérorent. Faut-il délibérer ? Ils veulent commencer par agir. Les temps ſont-ils paiſibles ? Ils s'oppoſeront à tout changement utile. Sont-ils orageux ? Ils parleront de tout réformer, pour bouleverſer tout. Voulez-vous contenir les ſéditieux ? Ils vous rappellent la clémence de Céſar. Voulez-vous arracher les patriotes à la perſécution ? Ils vous propoſent pour modele la fermeté de Brutus. Ils découvrent qu'un tel a été noble, lorſqu'il ſert la République ; ils ne s'en ſouviennent plus dès qu'il la trahit. La paix eſt-elle utile ? Ils vous étalent les palmes de la victoire. La guerre eſt-elle néceſſaire ? Ils vantent les douceurs de la paix. Faut-il défendre le territoire ? Ils veulent aller châtier les tyrans au-delà des monts & des mers. Faut-il reprendre nos fortereſſes ? Ils veulent prendre d'aſſaut les égliſes & eſcalader le ciel. Ils oublient les Autrichiens pour faire la guerre aux dévotes. Faut-il appuyer notre cauſe de la fidelité de nos alliés ? Ils déclameront contre tous les gouvernements du monde, & vous propoſeront de mettre en état d'accuſation le grand Mogol lui-même. Le peuple va-t-il au Capitole rendre graces aux dieux de ſes victoires ? Ils entonnent des chants lugubres ſur nos revers paſſés. S'agit-il d'en rapporter de nouvelles ? Ils ſement, au milieu de nous, les haines, les diviſions, les perſécutions & le découragement. Faut-il réaliſer la ſouveraineté du peuple & concentrer ſa force par un gouvernement ferme & reſpecté ? Ils trouvent que les principes du gouvernement bleſſent la ſouveraineté du peuple. Faut-il réclamer les droits du peuple opprimé par le gouvernement ? Ils ne parlent que du reſpect pour les loix, & de l'obéiſſance due aux autorités conſtituées.

Ils ont trouvé un expédient admirable pour ſeconder les efforts du gouvernement républicain : c'eſt de le déſorganiſer, de le dégrader complétement, de faire la guerre aux patriotes qui ont concouru à nos ſuccès.

Cherchez-vous les moyens d'approviſionner vos armées ? vous occupez-vous d'arracher à l'avarice & à la peur les ſubſiſtances qu'elles reſſerrent ? Ils gémiſſent patriotiquement ſur la miſere publique & annoncent la famine. Le déſir de prévenir le mal eſt toujours pour eux un motif de l'augmenter. Dans le nord on a tué les poules, & on nous a privés des œufs, ſous le prétexte que les poules mangent du grain. Dans le midi il a été queſtion de détruire les mûriers & les orangers, ſous le prétexte que la ſoie eſt un objet de luxe, & les oranges une ſuperfluité.

Vous ne pourriez jamais imaginer certains excès commis par des contre-révolutionnaires hypocrites, pour flétrir la cauſe de la révolution. Croiriez-vous que dans les pays où la ſuperſtition a exercé le plus d'empire, non contents de ſurcharger les opérations relatives au culte, de toutes les formes qui pouvoient les rendre odieuſes, on a répandu la terreur parmi le peuple, en ſemant le bruit qu'on alloit tuer tous les enfants au-deſſous de dix ans & tous les vieillards au-deſſus de ſoixante-dix ans ? que ce bruit a été répandu particuliérement dans la ci-devant Bretagne, & dans les départements du Rhin & de la Moſelle ? C'eſt un des crimes imputés au ci-devant accuſateur public du tribunal criminel de Strasbourg. Les folies tyranniques de cet homme rendent vraiſemblable tout ce que l'on raconte de Caligula & d'Héliogabale ; mais on ne

peut y ajouter foi, même à la vue des preuves. Il pouſſoit le délire juſqu'à mettre les femmes en réquiſition pour ſon uſage ; on aſſure même qu'il a employé cette méthode pour ſe marier. D'où eſt ſorti tout-à-coup cet eſſaim d'étrangers, de prêtres, de nobles, d'intrigants de toute eſpece, qui au même inſtant s'eſt répandu ſur la ſurface de la République, pour exécuter, au nom de la philoſophie, un plan de contre-révolution, qui n'a pu être arrêté que par la force de la raiſon publique ? exécrable conception, digne du génie des cours étrangeres liguées contre la Liberté, & de la corruption de tous les ennemis intérieurs de la République !

C'eſt ainſi qu'aux miracles continuels, opérés par la vertu d'un grand peuple, l'intrigue mêle toujours la baſſeſſe de ſes trames criminelles ; baſſeſſe commandée par les tyrans, & dont ils font enſuite la matiere de leurs ridicules manifeſtes, pour retenir les peuples ignorants dans la fange de l'opprobre & dans les chaînes de la ſervitude.

Eh ! que font à la liberté les forfaits de ſes ennemis ? Le ſoleil, voilé par un nuage paſſager, en eſt-il moins l'aſtre qui anime la nature ? L'écume impure que l'Océan repouſſe ſur ſes rivages le rend-elle moins impoſant ?

Dans des mains perfides tous les remedes à nos maux deviennent des poiſons ; tout ce que vous pouvez faire, tout ce que vous pouvez dire, ils le tourneront contre vous, même les vérités que nous venons de développer.

Ainſi, par exemple, après avoir diſſéminé par-

tout les germes de la guerre civile, par l'attaque violente contre les préjugés religieux, ils chercheront à armer le fanatiſme & l'ariſtocratie des meſures mêmes que la ſaine politique vous a preſcrites en faveur de la liberté des cultes. Si vous aviez laiſſé un libre cours à la conſpiration, elle auroit produit, tôt ou tard, une réaction terrible & univerſelle; ſi vous l'arrêtez, ils chercheront encore à en tirer parti, en perſuadant que vous protégez les prêtres & les modérés.

Il ne faudra pas même vous étonner ſi les auteurs de ce ſyſtême ſont les prêtres qui auront le plus hardiment confeſſé leur charlataniſme.

Si les patriotes, emportés par un zele pur, mais irréfléchi, ont été quelque part les dupes de leurs intrigues, ils rejetteront tout le blâme ſur les patriotes; car le premier point de leur doctrine machiavélique eſt de perdre la République, en perdant les Républicains, comme on ſubjugue un pays en détruiſant l'armée qui le défend. On peut apprécier par-là un de leurs principes favoris, qui eſt: qu'il faut compter pour rien les hommes; maxime d'origine royale, qui veut dire qu'il faut leur abandonner tous les amis de la Liberté.

Il eſt à remarquer que la deſtinée des hommes qui ne cherchent que le bien public, eſt d'être les victimes de ceux qui ſe cherchent eux-mêmes, ce qui vient de deux cauſes; la premiere, que les intrigants attaquent avec les vices de l'ancien régime: la ſeconde, que les patriotes ne ſe défendent qu'avec les vertus du nouveau.

Une telle ſituation intérieure doit vous paroître

digne de toute votre attention, sur-tout si vous réfléchissez que vous avez en même temps les tyrans de l'Europe à combattre, douze cents mille hommes sous les armes à entretenir, & que le gouvernement est obligé de réparer continuellement, à force d'énergie & de vigilance, tous les maux que la multitude innombrable de nos ennemis nous a préparés pendant le cours de cinq ans.

Quel est le remede de tous ces maux ? Nous n'en connoissons point d'autre que le développement de ce ressort général de la République, la vertu.

La démocratie périt par deux excès, l'aristocratie de ceux qui gouvernent, ou le mépris du peuple pour les autorités qu'il a lui-même établies, mépris qui fait que chaque cotterie, que chaque individu attire à lui la puissance publique, & ramene le peuple, par l'excès du désordre, à l'anéantissement, ou au pouvoir d'un seul.

La double tâche des modérés & des faux révolutionnaires est de nous balotter perpétuellement entre ces deux écueils.

Mais les représentants du peuple peuvent les éviter tous deux ; car le gouvernement est toujours le maître d'être juste & sage ; & quand il a ce caractere, il est sûr de la confiance du peuple.

Il est bien vrai que le but de tous nos ennemis est de dissoudre la Convention ; il est vrai que le tyran de la Grande-Bretagne & ses alliés pro-

mettent à leur parlement & à leurs ſujets de vous ôter votre énergie & la confiance publique qu'elle vous a méritée ; que c'eſt là la premiere inſtruction de tous leurs commiſſaires.

Mais c'eſt une vérité qui doit être regardée comme triviale en politique, qu'un grand corps inveſti de la confiance d'un grand peuple ne peut ſe perdre que par lui-même ; vos ennemis ne l'ignorent pas, ainſi vous ne doutez pas qu'ils s'appliquent ſur-tout à réveiller au milieu de vous toutes les paſſions qui peuvent ſeconder leurs ſiniſtres deſſeins.

Que peuvent-ils contre la repréſentation nationale, s'ils ne parviennent à lui ſurprendre des actes impolitiques qui puiſſent fournir des prétextes à leurs criminelles déclamations ? Ils doivent donc déſirer néceſſairement d'avoir deux eſpeces d'agents, les uns qui chercheront à la dégrader par leurs diſcours, les autres, dans ſon ſein même, qui s'efforceront de la tromper, pour compromettre ſa gloire & les intérêts de la République.

Pour l'attaquer avec ſuccès, il étoit utile de commencer la guerre contre les repréſentants dans les départements qui avoient juſtifié votre confiance, & contre le comité de ſalut public ; auſſi ont-ils été attaqués par des hommes qui ſembloient ſe combattre entr'eux.

Que pouvoient-ils faire de mieux que de paralyſer le gouvernement de la Convention ? & d'en briſer tous les reſſorts, dans le moment qui doit décider du ſort de la république & des tyrans ?

Loin de nous l'idée qu'il exiſte encore au milieu de nous un ſeul homme aſſez lâche pour vouloir ſervir la cauſe des tyrans ! mais plus loin de nous encore le crime, qui ne nous ſeroit point pardonné, de tromper la Convention nationale, & de trahir le peuple François par un coupable ſilence ! car il y a cela d'heureux pour un peuple libre, que la vérité, qui eſt le fléau des deſpotes, eſt toujours ſa force & ſon ſalut. Or il eſt vrai qu'il exiſte encore pour notre liberté un danger, le ſeul danger ſérieux peut-être qui lui reſte à courir : ce danger eſt un plan qui a exiſté, de rallier tous les ennemis de la République, en reſſuſcitant l'eſprit de parti ; de perſécuter les patriotes de décourager, de perdre les agents fideles du gouvernement républicain, de faire manquer les parties les plus eſſentielles du ſervice public. On a voulu tromper la Convention ſur les hommes & ſur les choſes ; on a voulu lui donner le change ſur les cauſes des abus qu'on exagere, afin de les rendre irrémédiables ; on s'eſt étudié à la remplir de fauſſes terreurs, pour l'égarer ou pour la paralyſer ; on cherche à la diviſer ; on a cherché à diviſer ſur-tout les repréſentants envoyés dans les départements, & le comité de ſalut public ; on a voulu induire les premiers à contrarier les meſures de l'autorité centrale, pour amener le déſordre & la confuſion ; on a voulu les aigrir à leur retour, pour les rendre, à leur inſu, les inſtruments d'une cabale. Les étrangers mettent à profit toutes les paſſions particulieres, & juſqu'au patriotiſme abuſé.

On avoit d'abord pris le parti d'aller droit au

but, en calomniant le comité de ſalut public ; on ſe flattoit alors hautement qu'il ſuccomberoit ſous le poids de ſes pénibles fonctions. La victoire & la fortune du peuple Français l'ont défendu. Depuis cette époque, on a pris le parti de le louer en le paralyſant & en détruiſant le fruit de ſes travaux. Toutes ces déclamations vagues contre des agents néceſſaires du comité, tous les projets de déſorganiſation, déguiſés ſous le nom de réformes, déja rejetés par la Convention, & reproduits aujourd'hui avec une affectation étrange ; cet empreſſement à prôner des intrigues que le comité de ſalut public a dû éloigner ; cette terreur inſpirée aux bons citoyens, cette indulgence dont on flatte les conſpirateurs, tout ce ſyſtême d'impoſture & d'intrigue, dont le principal auteur eſt un homme que vous avez repouſſé de votre ſein, eſt dirigé contre la Convention nationale, & tend à réaliſer les vœux de tous les ennemis de la France.

C'eſt depuis l'époque où ce ſyſtême a été annoncé dans des libelles, & réaliſé par des actes publics, que l'ariſtocratie & le royaliſme ont commencé à relever une tête inſolente, que le patriotiſme a été de nouveau perſécuté dans une partie de la République ; que l'autorité nationale a éprouvé une réſiſtance dont les intrigants commençoient à perdre l'habitude. Au reſte, ces attaques indirectes n'euſſent-elles d'autre inconvénient que de partager l'attention & l'énergie de ceux qui ont à porter le fardeau immenſe dont vous les avez chargés, & de les diſtraire trop ſouvent des grandes meſures de ſalut public, pour s'occuper de déjouer des intrigues dangereuſes ; elles

pourroient encore être conſidérés comme une diverſion utile à nos ennemis.

Mais, raſſurons-nous ; c'eſt ici le ſanctuaire de la vérité ; c'eſt ici que réſident les fondateurs de la République, les vengeurs de l'humanité & les deſtructeurs des tyrans.

Ici, pour détruire un abus, il ſuffit de l'indiquer. Il nous ſuffit d'appeller, au nom de la patrie, des conſeils de l'amour-propre ou de la foibleſſe des individus, à la vertu & à la gloire de la Convention nationale.

Nous provoquons ſur tous les objets de ſes inquiétudes, & ſur tout ce qui peut influer ſur la marche de la révolution, une diſcuſſion ſolemnelle ; nous la conjurons de ne pas permettre qu'aucun intérêt particulier & caché puiſſe uſurper ici l'aſcendant de la volonté générale de l'aſſemblée, & la puiſſance indeſtructible de la raiſon.

Nous nous bornerons aujourd'hui à vous propoſer de conſacrer par votre approbation formelle les vérités morales & politiques, ſur leſquelles doit être fondée votre adminiſtration intérieure & la ſtabilité de la République, comme vous avez déja conſacré les principes de votre conduite envers les peuples étrangers : par-là vous rallierez tous les bons citoyens, vous ôterez l'eſpérance aux conſpirateurs, vous aſſurerez votre marche, & vous confondrez les intrigues & les calomnies des rois ; vous honorerez votre cauſe & votre caractere aux yeux de tous les peuples.

Donnez au peuple Français ce nouveau gage de votre zele pour protéger le patriotiſme,

de votre juſtice inflexible, pour les coupables, & de votre dévouement à la cauſe du peuple. Ordonnez que les principes de morale politique que nous venons de développer ſeront proclamés, en votre nom, au dedans & au dehors de la République.

## DÉCRET.

La Convention nationale décrete que le rapport du comité de Salut public ſera imprimé, envoyé à toutes les autorités conſtituées, aux ſociétés populaires & aux armées, & traduit dans toutes les langues.

*A COMMUNE-AFFRANCHIE*, de l'Imprimerie de P. BERNARD, aux halles de la Grenette, l'an 2.